

14 FRE

L'impérialisme UE - Alda Sousa

1. Eric Toussaint: Contradictions Centre/Périphérie dans l'Union européenne et crise de l'euro
2. Collectif: Les défis pour la gauche dans la zone euro



Contradictions Centre/Périphérie dans l'Union européenne et crise de l'euro par Eric Toussaint

17 novembre 2017

La crise qui a démarré aux Etats-Unis en 2007-2008 a frappé l'Union européenne de plein fouet à partir de 2008 et a provoqué de graves perturbations dans la zone euro à partir de 2010 [1]. Les banques des pays les plus forts de l'Europe sont à l'origine de cette contagion depuis les Etats-Unis vers l'Europe car elles avaient massivement investi dans les produits financiers structurés. Ceci étant dit il est important d'expliquer pourquoi cette crise frappe plus durement l'Union européenne et en particulier la zone euro que les Etats-Unis.

Parmi les 28 pays de l'Union européenne, 19 pays ont une monnaie commune, l'euro [2]. L'UE compte environ 500 millions d'habitants [3], soit presque la moitié de la Chine, de l'Afrique ou de l'Inde, les 2/3 de l'Amérique latine et 50 % de plus que les USA.

On constate une grande disparité entre les pays de l'Union européenne. L'Allemagne, la Grande Bretagne [4], la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et l'Autriche constituent les pays industrialisés et les plus forts de l'UE. 11 pays proviennent de l'ex Europe de l'Est (3 républiques baltes- Estonie, Lituanie, Lettonie-, Pologne, Rép. Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie qui ont fait partie du bloc soviétique, la Slovénie et la Croatie qui faisaient partie de la Yougoslavie). La Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, Chypre sont percutés très fortement par la crise de la zone euro.

Disparité salariale dont profitent les grandes entreprises privées

La disparité salariale est très forte : le salaire minimum légal de la Bulgarie (156 euros de salaire brut mensuel en 2013) est 8 à 9 fois inférieur à celui de pays comme la France, la Belgique ou les Pays Bas [5]. Les disparités salariales à l'intérieur de chaque pays de l'Union européenne peuvent être également fort élevées. En Allemagne, 7,5 millions de salariés doivent se contenter d'un salaire mensuel de 400 euros alors que normalement le salaire mensuel en Allemagne dépasse 1200 Euros (il n'y a pas de salaire minimum légal national en Allemagne).

Cette disparité permet aux grandes entreprises européennes, notamment les entreprises industrielles allemandes d'être très compétitives car elles font réaliser une partie de leur production par les ouvriers et ouvrières de pays comme la Bulgarie, la Roumanie ou d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, rapatrient ensuite les pièces en Allemagne pour les assembler et réaliser le produit final. Enfin elles exportent à l'intérieur de l'UE ou vers le marché mondial en ayant comprimé au maximum les coûts salariaux. Tout cela sans payer à l'intérieur de l'UE de taxe d'import/export.

Des disparités renforcées entre pays

Le refus de l'UE de développer de véritables politiques communes pour aider les nouveaux membres à réduire leurs désavantages économiques par rapport aux pays européens les plus forts a largement contribué à renforcer ces disparités structurelles

préjudiciables au processus d'intégration. Les traités européens ont été conçus pour servir les intérêts des grandes entreprises privées qui profitent des disparités entre les économies de l'Union pour augmenter leurs profits et renforcer leur compétitivité.

Le budget de l'Union européenne est minuscule, il représente 1 % du Produit intérieur brut de l'UE alors qu'un budget normal dans une économie d'un pays industrialisé représente 45-50 % ou plus du PIB. C'est le cas du budget fédéral des Etats-Unis ou de celui de la Belgique ou de la France. [6] Pour donner une indication sur à quel point le budget géré par la commission européenne est minuscule il suffit de dire qu'il est comparable à celui de la Belgique qui compte 10 millions d'habitants soit un cinquantième de la population de l'UE. Il faut ajouter que la politique agricole commune représente près de 50 % du budget de l'UE.

La crise n'a pas été provoquée par la concurrence étrangère

La crise n'est pas due à la concurrence de la Chine, de la Corée du Sud, du Brésil, de l'Inde ou d'autres économies de pays en développement.

Au cours des 15 dernières années, l'Allemagne (mais aussi les Pays-Bas et l'Autriche) s'est lancée dans une politique néo-mercantiliste : elle a réussi à augmenter ses exportations notamment au sein de l'Union européenne et de la zone euro en comprimant les salaires des travailleurs d'Allemagne [7]. Elle a donc gagné en compétitivité par rapport à ses partenaires et en particulier ceux de pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal et même la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie (qui ne font pas partie de la Zone euro). Ceux-ci ont vu s'installer ou se creuser un déficit commercial par rapport à l'Allemagne et d'autres pays du Centre.

L'euro comme camisole de force

Lors de la création de l'euro, la monnaie allemande a été sous-évaluée (à la demande de l'Allemagne) et les monnaies des pays les plus faibles ont été surévaluées. Cela a rendu les exportations allemandes plus compétitives sur le marché des autres pays européens et les plus faibles d'entre eux ont été particulièrement touchés (Grèce, Portugal, Espagne, pays d'Europe centrale et de l'Est,...).

En gros, l'endettement des pays de la périphérie au sein de l'UE est essentiellement dû au comportement du secteur privé (les banques, les entreprises de construction immobilière, le reste de l'industrie et du commerce). Incapables de rivaliser avec les économies les plus fortes, les secteurs privés se sont endettés, auprès des banques du Centre (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Luxembourg,...) mais aussi auprès d'agents internes, l'économie de ces pays s'étant largement financiarisée depuis l'adoption de l'euro. La consommation a connu un boom dans les pays concernés et, dans certains d'entre eux (Espagne par exemple), s'est développée une bulle immobilière qui a fini par éclater à partir de 2010. Les gouvernements de ces pays sont venus au secours des banques ce qui a provoqué une forte augmentation de la dette publique.

Evidemment, les pays qui font partie de la zone euro ne peuvent pas dévaluer leur monnaie puisqu'ils ont adopté l'euro. Des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne

sont donc coincés par leur appartenance à la zone euro. Les autorités européennes et leur gouvernement national appliquent dès lors ce qu'on appelle la dévaluation interne : ils imposent une diminution des salaires au grand profit des dirigeants des grandes entreprises privées. La dévaluation interne est donc synonyme de réduction des salaires. La dévaluation interne est utilisée pour augmenter la compétitivité mais on constate qu'elle est très peu efficace pour retrouver de la croissance économique car les politiques d'austérité et de répression salariale sont appliquées dans tous les pays. Par contre, les patrons des entreprises sont contents car cela faisait longtemps qu'ils voulaient réduire radicalement les salaires. De ce point de vue, la crise de la zone euro qui a pris un caractère très aigu à partir de 2010-2011 constitue une aubaine pour les patrons. Le salaire minimum légal a été réduit fortement en Grèce, en Irlande et dans d'autres pays.

Marché unique des capitaux et monnaie unique

Alors que la crise est née aux Etats-Unis en 2007, l'impact sur l'Union européenne a été beaucoup plus violent que sur les institutions politiques et monétaires états-uniennes. En fait, la crise qui secoue la Zone euro n'est pas une surprise, elle est un avatar des deux principes qui régissent cette zone : marché unique des capitaux et monnaie unique. Plus largement, elle est la conséquence des logiques qui dominent l'intégration européenne : la primauté donnée aux intérêts des grandes entreprises industrielles et financières privées, la large promotion des intérêts privés, la mise en compétition à l'intérieur de l'espace européen d'économies et de producteurs qui ont des forces tout à fait inégales, la volonté de retirer aux services publics un nombre croissant de domaines d'activité, la mise en concurrence des salariés qui implique le refus d'unifier vers le haut les systèmes de sécurité sociale et les règles afin de protéger les travailleurs. Tout cela poursuit un objectif précis, celui de favoriser l'accumulation maximum de profits privés, notamment en mettant à disposition du Capital une main d'œuvre la plus malléable et précaire possible.

Le monopole du crédit aux Etats est réservé aux banques privées

La Banque centrale européenne a l'interdiction de financer directement les États. De plus, en vertu du traité de Lisbonne, la solidarité financière entre les États membres est formellement interdite. Selon son article 125, les États doivent assumer seuls leurs engagements financiers, ni l'Union ni les autres États ne pouvant les prendre à leur charge [8]. L'article 101 du traité de Maastricht [9], repris intégralement par le traité de Lisbonne [10], ajoute : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales, aux autres autorités publiques* ».

L'UE se place donc volontairement au service des marchés financiers puisque, en temps normal, les gouvernements des pays de la Zone euro dépendent totalement du secteur privé pour leur financement. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) et des *hedge funds* se sont rués en 2010 sur la Grèce, maillon le plus faible de la chaîne européenne d'endettement, avant de s'attaquer à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie. En agissant de la sorte, ils ont réalisé de juteux profits car ils ont

obtenu de ces pays une rémunération importante en termes de taux d'intérêt versés par les pouvoirs publics pour pouvoir refinancer leurs dettes. Parmi ces investisseurs institutionnels (les *zinzins*), ce sont les banques privées qui ont fait le plus de profit car elles pouvaient directement se financer auprès de la Banque centrale européenne en lui empruntant des capitaux à 1 % de taux d'intérêt [11] alors que dans le même temps, elles prêtaient sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux de l'ordre de 4 ou 5 %. En lançant leurs attaques contre les maillons les plus faibles, les banques et autres *zinzins* étaient également convaincus que la Banque centrale européenne et la Commission européenne devraient d'une manière ou d'une autre venir en aide aux Etats victimes de la spéculation en leur prêtant les capitaux qui leur permettraient de poursuivre les remboursements. Ils ne se sont pas trompés. En collaboration avec le FMI, la Commission européenne a plié et a octroyé via le fonds européen de stabilité financière (FESF) et le mécanisme européen de stabilité (MES) des prêts à certains Etats membres de l'Eurozone (la Grèce, l'Irlande, le Portugal et Chypre) afin qu'ils puissent en priorité rembourser les banques privées des pays les plus forts de l'UE. Elle n'a donc pas respecté à la lettre l'article 125 du Traité de Lisbonne cité plus haut. Mais elle a respecté l'esprit néolibéral du Traité : en effet le FESF et le MES empruntent sur les marchés financiers les moyens financiers qu'ils prêtent aux Etats. De plus, des conditions draconiennes sont exigées : privatisations, réductions des salaires et des retraites, licenciements dans les services publics, réduction des dépenses publiques en général, sociales en particulier.

Des politiques qui aggravent la crise

Depuis 2010, les politiques appliquées par la commission européenne et les gouvernements nationaux n'ont fait qu'aggraver la crise et ce plus particulièrement dans les pays les plus faibles de la zone euro. En comprimant la demande publique et la demande privée, les ressorts de la croissance économiques sont réduits à néant ou presque.

La politique des dirigeants européens n'est pas un échec du point de vue des patrons

Les dirigeants européens des pays les plus forts et les patrons des grandes entreprises se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Centre de la zone euro tirent profit de la débâcle de la Périphérie pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en termes de compétitivité par rapport à leurs concurrents nord-américains et chinois. Leur objectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE. Ils considèrent en outre que la débâcle de l'Europe du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part d'un gâteau qu'il convoitait depuis des années. Les privatisations en Grèce et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie

où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies.

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est largement se tromper de critère d'analyse. En effet, les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ce n'est ni le retour rapide à la croissance, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité.

Il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité des gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, à gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. A la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans une grande banque ou une autre grande entreprise une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau mais c'est plus évident et régulier qu'au cours des 50 dernières années. On peut parler de véritables vases communicants et transparents.

Les effets sociaux de la crise

Ce que vivent les salariés et les allocataires sociaux de Grèce, du Portugal, d'Irlande et d'Espagne aujourd'hui a été imposé aux travailleurs des pays en développement à la faveur de la crise de la dette des années 1980-1990. Au cours des années 1980, l'offensive a également visé les travailleurs en Amérique du Nord à partir de la présidence de Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous la férule de Margaret Thatcher, la Dame de fer, et chez ses émules sur le vieux continent. Les travailleurs de l'ex-bloc de l'Est ont également été soumis au cours des années 1990 aux politiques brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI. Ensuite, d'une manière certes nettement moins brutale que celle qui a affecté les peuples du tiers-monde (des pays les plus pauvres jusqu'aux économies dites émergentes), l'offensive a pris pour cible les travailleurs d'Allemagne à partir de 2003-2005. Les effets néfastes pour une partie significative de la population allemande se font sentir encore aujourd'hui même si les succès des exportations allemandes [12] limitent le nombre de chômeurs et qu'une partie de la classe ouvrière n'en ressent pas directement les conséquences.

Au cours de 2012-2013, la crise s'est aggravée en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en conséquence des politiques d'austérité brutale appliquées par des gouvernants complices des exigences de la Troïka. Dans presque tous les pays de l'UE, on assiste à l'approfondissement de l'offensive contre les conquêtes sociales.

Une Europe des peuples et de la solidarité internationale

Seules de puissantes mobilisations populaires pourront venir à bout de la stratégie des classes dominantes. Il est impératif pour les mouvements populaires de construire une stratégie continentale. Partout, le remboursement de la dette publique est le prétexte invoqué par les gouvernants pour justifier une politique qui s'en prend aux droits économiques et sociaux de l'écrasante majorité de la population. Si les mouvements sociaux et, parmi eux, les syndicats veulent victorieusement affronter cette offensive dévastatrice, il faut prendre à bras le corps la question de la dette publique afin d'enlever au pouvoir son argument principal. L'annulation de la partie illégitime de la dette publique, l'abandon des politiques d'austérité, la taxation massive du grand capital, l'expropriation des banques pour les intégrer à un service public de l'épargne et du crédit, la réduction du temps de travail, la fin des privatisations et le renforcement des services publics sont des mesures essentielles d'un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise [13]. Leur mise en œuvre peut commencer pays par pays mais le processus ne pourra pas s'arrêter aux frontières nationales, il faudra une authentique constituante des peuples d'Europe afin d'abroger une série de traités européens et faire naître une fédération où la garantie des droits humains dans toutes leurs dimensions sera l'objectif principal. Il faudra simultanément pratiquer une politique de rupture avec le modèle productiviste consumériste afin de respecter la nature et ses limites. Emergera au cours de ce processus une Europe des peuples qui remettra à plat ses relations avec le reste du monde en restituant aux populations des autres continents victimes des siècles de pillage et de domination européenne ce qui leur est dû.

Notes :

[1] Ce texte émane de la conférence donnée par Eric Toussaint le 31 octobre 2013 à la faculté d'ethnologie de l'université de Port au Prince (Haïti) sur le thème de la crise de l'euro. L'auteur remercie Michel Carles pour la prise de notes qui l'ont stimulé dans la rédaction de cet article.

[2] La zone euro a été créée en 1999 par onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal. Ils ont ensuite été rejoints par la Grèce en 2001, la Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la Slovaquie en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie au 1er janvier 2014 et par la Lituanie en 2015.

[3] http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l'Union_europ%C3%A9enne

[4] Suite au référendum de 2016 et aux négociations qui ont suivi, la Grande Bretagne quittera l'UE en 2019.

[5] Voir http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Minimum_wage_statistics/fr avec les données jusque 2013. Voir aussi <http://www.inegalites.fr/spip.php?article702> qui contient des données s'arrêtant en 2011 malheureusement.

[6] Voir le tableau d'eurostat sur les dépenses publiques : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do?tab=table&plugin=1&pcode=tec00023&language=fr>

[7] Voir Eric Toussaint, « Le couperet sur les acquis sociaux : l'exemple allemand », <http://cadtm.org/IMG/pdf/06.pdf>

[8] Article 125 du Traité de Lisbonne (2009) : « *L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.* »(C'est nous qui mettons en gras.)

[9] Il s'agit du *Traité instituant la Communauté européenne*.

[10] Article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

[11] Depuis 2015, le taux auquel la BCE prête aux banques a été baissé à 0,00 %. Il faut ajouter que la BCE a assoupli ses exigences de qualité (notation) des titres apportés par les banques en garantie pour obtenir des liquidités. En effet, le seuil minimal de notation des titres admis par la BCE est supprimé « jusqu'à nouvel ordre »...

[12] L'Allemagne a connu une croissance économique portée par ses exportations alors que la plupart de ses partenaires de l'UE et, en particulier, de la zone euro ressentent durement la crise. Vu que dans toute l'UE, on assiste à la baisse de la demande des ménages décrite plus haut, à laquelle s'ajoute une réduction de la demande publique, les débouchés pour les exportations allemandes se réduisent nettement. L'effet boomerang sur l'économie allemande est déjà en cours.

[13] Pour un développement de ces propositions voir le texte collectif : Les défis pour la gauche dans la zone euro, <http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la>

Les défis pour la gauche dans la zone euro

Article collectif présenté par plus de 70 co-signataires dont

par Eric Toussaint , Costas Lapavitsas , Stathis Kouvelakis , Zoe Konstantopoulou , Miguel Urbán Crespo , Marina Albiol , Alexis Cukier , Jeanne Chevalier , Christine Poupin

9 février 2017

Voici un texte co-signé par plus de 70 personnes actives dans de nombreux pays d'Europe (voir liste complète en bas de l'article). Ce texte collectif établit une analyse claire des rapports de force dans l'Union européenne et avance une série de propositions radicales mais nécessaires, pour quiconque prétend lutter contre l'austérité, en faveur d'une Europe des peuples et pour la transition écologique.

Ce qui fait l'importance de ce texte, outre son contenu, est qu'il est co-signé par des personnalités et des militant-e-s de plus de 15 pays européens, provenant de différents horizons : de Podemos et Izquierda Unida au Bloc de Gauche portugais, du Parti de Gauche au NPA en passant par Ensemble ! en France, de l'Unité populaire à Antarsya en Grèce, de la gauche radicale danoise à celle de Chypre en passant par celle de pays comme la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine ou la Hongrie. Il est signé par des député-e-s

européen-ne-s de différents partis et de différents pays, par le responsable des finances de la Ville de Madrid, par l'ex-présidente du parlement grec, par une série de membres de la commission pour la vérité sur la dette grecque...

Les 10 propositions avancées dans ce texte résultent de l'analyse de la situation en Europe depuis 2010, de l'affrontement entre Syriza et la Troïka – car ce fut bien un affrontement – au premier semestre 2015 et de l'application des politiques d'austérité par Syriza depuis lors, mais aussi des expériences espagnoles, irlandaises ou chypriotes. Les événements récents ont clairement démontré la nécessité pour un gouvernement de gauche d'avoir le courage de désobéir aux injonctions des autorités et des traités européens. Cela doit s'accompagner d'une mobilisation populaire encouragée par le gouvernement et d'une série de mesures fortes : organiser un audit de la dette avec participation citoyenne, mettre en place un contrôle des mouvements de capitaux, socialiser le secteur financier et le secteur de l'énergie, réformer radicalement la fiscalité... Et bien sûr, avoir l'inévitable débat sur la zone euro, dont la sortie est une option qui doit être défendue au moins dans certains pays.

L'analyse objective des politiques européennes des dernières années nous amène invariablement à cette conclusion : seules des mesures souveraines et unilatérales fortes d'autodéfense permettront aux autorités nationales et aux peuples qui les ont mandatées pour rompre avec l'austérité de mettre en œuvre cette rupture et de donner une première réponse au problème de la dette illégitime.

À partir de mai 2010, la dette est devenue un thème central en Grèce et dans le reste de la zone euro. Le premier programme de 110 milliards d'euros mis au point par la Troïka, qui s'est constituée pour son élaboration et son exécution, a brutalement provoqué l'augmentation de la dette publique grecque. Le même processus s'est produit en Irlande (2010), au Portugal (2011), à Chypre (2013) et en Espagne sous une forme particulière. Les programmes avaient cinq objectifs fondamentaux :

1. Permettre aux banques privées [1] de recevoir un soutien public afin de ne pas payer la facture de l'éclatement de la bulle du crédit privé qu'elles avaient créée et éviter une nouvelle crise financière privée internationale de grande ampleur [2].
2. Donner aux nouveaux créanciers publics [3] qui se sont substitués aux créanciers privés un pouvoir énorme de coercition sur les gouvernements et les institutions des pays périphériques afin d'imposer une politique faite d'austérité radicale, de dérèglementations (à l'encontre de toute une série de conquêtes sociales), de privatisations et de renforcement des pratiques autoritaires (voir le point 5).
3. Préserver le périmètre de la zone euro (cela signifie maintenir dans la zone euro la Grèce et les autres pays de la périphérie) qui constitue un outil puissant aux mains des grandes entreprises privées européennes et des économies qui dominent cette zone.
4. Faire de l'approfondissement des politiques néolibérales en Grèce en particulier, mais aussi dans les autres pays de la Périphérie, un exemple et un moyen de pression sur l'ensemble des populations européennes.
5. Renforcer à l'échelle européenne (tant sur le plan de l'UE que dans chaque État membre) les formes autoritaires de gouvernement sans recourir directement à de

nouvelles expériences de type fasciste, nazi, franquiste, salazariste ou du régime des colonels grecs (1967-1974) [4].

Il faut tirer des leçons de l'échec de la politique adoptée par le gouvernement d'Alexis Tsipras en 2015 pour rompre avec l'austérité. De même, il faut prendre conscience des limites de l'expérience du gouvernement socialiste minoritaire d'Antonio Costa au Portugal [5].

Pour une orientation alternative sur l'austérité, la dette, les banques et la zone euro
Une orientation alternative et favorable aux intérêts des peuples doit à la fois porter sur l'austérité, sur la dette publique, sur les banques privées, sur la zone euro, sur l'opposition aux politiques autoritaires. Le bilan de la période 2010-2016 dans la zone euro est clair : il est impossible de sortir de l'austérité sans apporter des réponses au moins à ces 5 problématiques. Bien sûr, il faut ajouter que l'alternative doit aussi aborder d'autres problèmes, parmi lesquels la crise climatique et écologique, la crise humanitaire liée au renforcement de l'Europe forteresse (qui condamne chaque année à une mort certaine dans la Méditerranée ou ailleurs des milliers de candidats à l'immigration ou/et à l'asile), la crise au Proche Orient. Il s'agit également de lutter contre l'extrême-droite et la montée du racisme. Après l'élection de Donald Trump, mais aussi après l'apparition du mouvement radical qui s'est retrouvé dans la campagne de Bernie Sanders et qui est appelé à se battre en toute première ligne contre Trump et ses projets, la gauche radicale, les mouvements syndicaux, sociaux, féministes et écologiques européens doivent jeter des ponts vers les forces qui résistent aux États-Unis.

Une grande partie de la gauche radicale ayant une représentation parlementaire avait et a encore une perception erronée de l'intégration européenne au travers de l'UE et de la zone euro. Pour le dire simplement, elle voyait dans l'UE et la zone euro plus d'avantages que d'inconvénients. Elle considérait que tant l'UE que la zone euro étaient compatibles avec le retour à des politiques sociales-démocrates, avec un peu moins d'injustice, avec un peu de relance keynésienne.

Il est fondamental sur la base de l'expérience de l'année 2015 de renforcer le camp des forces qui n'entretiennent pas d'illusions sur l'UE et la zone euro et qui mettent en avant une authentique perspective écosocialiste de rupture avec l'UE telle qu'elle est constituée. Il faut partir du constat que l'UE et la zone euro ne sont pas réformables.

En 2015, chacun a pu faire le constat qu'il est impossible de convaincre, sur la base de la légitimité qu'offre le suffrage démocratique et par la simple discussion, la Commission européenne, le FMI, la BCE et les gouvernements néolibéraux au pouvoir dans les autres pays européens de prendre des mesures qui respectent les droits des citoyens grecs ainsi que ceux des peuples en général. Le référendum du 5 juillet 2015 qu'ils ont combattu avec le chantage et la coercition (à savoir la fermeture des banques grecques 5 jours avant le référendum) ne les a pas convaincus de la nécessité de faire des concessions. Au contraire, bafouant les droits démocratiques fondamentaux, ils ont radicalisé leurs exigences.

Certes, en principe, toute une série de mesures devraient et pourraient être prises à l'échelle européenne pour relancer l'économie, réduire l'injustice sociale, rendre soutenable le remboursement de la dette et redonner de l'oxygène à la démocratie. Yanis

Varoufakis, en tant que ministre grec des finances, a fait en février 2015 des propositions qui allaient dans ce sens. Il s'agissait d'échanger la dette grecque contre deux nouveaux types d'obligations : 1. des obligations indexées sur la croissance ; 2. des obligations dites 'perpétuelles', au sens où la Grèce rembourserait uniquement les intérêts mais à perpétuité [6]. Les propositions de Varoufakis, bien que modérées et parfaitement réalisables, n'avaient, en réalité, aucune chance d'être acceptées par les autorités européennes.

La Commission, la BCE, le FESF ne veulent pas entendre les peuples. C'est le cas de toute une série de propositions visant à alléger radicalement le poids de la dette de la Grèce comme celle de nombreux autres pays européens (par la mutualisation des dettes, par l'émission d'eurobonds, etc.). Techniquement, elles pourraient être mises en œuvre mais il faut bien constater que dans le contexte politique et avec les rapports de force qui prévalent dans l'Union européenne, les pays avec un gouvernement progressiste ne peuvent pas espérer être entendus, respectés et encore moins soutenus par la Commission européenne, la BCE, le Mécanisme européen de stabilité. La BCE a les moyens d'asphyxier le système bancaire d'un État membre de la zone euro en coupant l'accès des banques aux liquidités. Comme mentionné, elle en a fait usage en Grèce en 2015. L'Union bancaire et le pouvoir arbitraire de la BCE renforcent les moyens de coercition dont disposent les institutions européennes pour faire échouer une expérience de gauche.

Les traités sont devenus hyper contraignants en matière de dette et de déficit. Dans l'absolu, les autorités européennes, dont le conseil des ministres, pourraient décider d'y déroger en tenant compte de la situation de crise (ils l'ont déjà fait en faveur de gouvernements qui étaient de leur bord [7]) mais il est clair qu'ils n'en ont nullement l'intention. Au contraire, tant ces institutions que le FMI et les gouvernements néolibéraux en place dans les autres pays ont combattu activement le gouvernement grec alors que celui-ci faisait preuve d'une très grande modération (c'est le moins qu'on puisse dire). La plupart des médias et de nombreux dirigeants politiques européens ont pourtant présenté Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis comme des rebelles, voire des radicaux anti-européens. La Troïka a combattu l'expérience en cours en Grèce entre janvier et juillet 2015 afin de démontrer à tous les peuples d'Europe qu'il n'y a pas d'alternatives au modèle capitaliste néolibéral.

La capitulation du gouvernement d'Alexis Tsipras 1 ne leur a pas suffi, les dirigeants européens et le FMI ont exigé et ont obtenu du gouvernement Tsipras II d'approfondir les politiques néolibérales en s'attaquant encore un peu plus au système de sécurité sociale, au système des retraites en particulier, en accélérant les privatisations, en imposant de multiples changements sur le plan juridique et législatif qui constituent des reculs structurels fondamentaux en faveur du grand capital et contre les biens communs [8]. Toutes ces nouvelles mesures et contre-réformes renforcent l'injustice et la précarité. Si les créanciers finissent par accorder un nouveau réaménagement de la dette [9], ce sera à la condition de poursuivre le même type de politiques. Dans ce cas, une réduction de dette ne constituera en rien une victoire ou même une consolation. Ce sera seulement une mesure visant à garantir la poursuite des remboursements et tenter d'éviter une reprise vigoureuse des luttes sociales.

Une première conclusion s'impose : sans prendre des mesures souveraines et unilatérales fortes d'autodéfense, les autorités nationales et les peuples qui les ont mandatées pour rompre avec l'austérité ne pourront pas mettre fin à la violation des droits humains perpétrée à la demande des créanciers et des grandes entreprises privées.

Certains pourraient rétorquer que si un gouvernement de gauche venait au pouvoir à Madrid, il pourrait utiliser le poids de l'économie espagnole (4^e économie de la zone euro à l'aune du PIB) dans la négociation avec les principaux gouvernements de la zone euro et obtenir des concessions que Tsipras ne pouvait pas obtenir. Quelles concessions ? La possibilité de relancer l'économie et l'emploi par des dépenses publiques massives et donc avec un déficit public considérable ? Berlin, la BCE et au moins 5 ou 6 autres capitales de la zone euro s'y opposeront ! La possibilité de prendre des mesures très fortes à l'égard des banques ? La BCE appuyée par la Commission rejettera cette option.

Ce qui est également sûr, c'est que si des forces de gauche radicale accédaient au gouvernement dans des pays comme le Portugal, Chypre, l'Irlande, la Slovaquie, les 3 républiques baltes, ils n'auraient pas les moyens de convaincre la commission et la direction de la BCE de les laisser mettre fin à l'austérité, arrêter les privatisations et développer les services publics, réduire radicalement la dette... Ces gouvernements devront résister et prendre des mesures unilatérales pour défendre leur population. Et si plusieurs gouvernements de gauche se mettaient en place simultanément dans plusieurs pays de la zone euro et exigeaient ensemble une renégociation ? Bien sûr ce serait une très bonne chose mais cette possibilité est également à exclure ne fût-ce que pour des raisons de calendrier électoral.

Est-ce qu'un gouvernement de gauche au pouvoir à Paris, en cas de victoire de Mélenchon à la présidentielle de mai 2017 et des forces de gauche radicale aux législatives qui suivront, pourrait forcer à une réforme de l'euro ? C'est l'hypothèse de l'équipe de campagne de Jean-Luc Mélenchon. On peut raisonnablement douter de cette possibilité. Admettons que JL Mélenchon accède à la présidence et constitue un gouvernement. Il voudra appliquer un ensemble de mesures de justice sociale et tenter d'obtenir une réforme de l'euro. Qu'est-ce qui serait possible ? Ce qui est tout à fait possible pour un gouvernement de gauche en France, c'est de désobéir aux traités et de faire respecter son choix mais il ne pourra pas obtenir une réforme profonde de la zone euro. Pour obtenir cela, il faudrait des victoires électorales simultanées tant dans les principaux pays que dans plusieurs pays de la périphérie. Ceci dit, il est clair qu'un gouvernement de la France insoumise et de ses alliés qui prendrait des mesures unilatérales en faveur de la population de la France et des peuples du monde (par exemple annuler de manière unilatérale les dettes de la Grèce et des pays dits en développement à l'égard de la France) pourrait jouer un rôle positif en Europe.

une stratégie internationaliste qui prône une intégration européenne des peuples
En faisant ces constats, il ne s'agit pas de chercher une issue nationaliste à la crise. Tout autant que par le passé, il est nécessaire d'adopter une stratégie internationaliste et de prôner une intégration européenne des peuples opposée à la poursuite de l'intégration actuelle qui est totalement dominée par les intérêts du grand capital.

Les maillons faibles de la chaîne de domination intra-européenne se trouvent dans les pays périphériques. Si Syriza avait adopté une stratégie correcte, un tournant positif aurait pu être pris en 2015. Cela n'a pas été le cas. Les autres maillons faibles de la chaîne où la gauche radicale peut accéder au gouvernement dans les années à venir sont notamment l'Espagne et le Portugal. Peut-être est-ce également possible dans les années qui viennent en Irlande, en Slovaquie, à Chypre etc. Cela dépendra de plusieurs facteurs : la capacité de la gauche radicale de tirer les leçons de l'année 2015 et d'avancer des propositions anticapitalistes et démocratiques qui entraînent l'adhésion... Cela dépendra sans le moindre doute du degré de mobilisation populaire... S'il n'y a pas une pression de la rue, des quartiers, des lieux de travail pour des changements réels et pour refuser les compromis boiteux, l'avenir sera glauque.

Dix propositions afin de ne pas reproduire la capitulation que nous avons connue en Grèce

Pour éviter de reproduire la capitulation que nous avons connue en Grèce en 2015, voici dix propositions pour la mobilisation sociale et l'action d'un gouvernement réellement au service du peuple à mettre en œuvre immédiatement et simultanément.

La première proposition est la nécessité, pour un gouvernement de gauche, de désobéir, de manière très claire et annoncée au préalable, à la Commission européenne. Le parti qui prétend, ou la coalition de partis qui prétendent gouverner et, bien sûr, nous pensons à l'Espagne, devront refuser d'obéir, dès le début, aux exigences d'austérité, et s'engager à refuser l'équilibre budgétaire. Il faudra dire : « Nous ne respecterons pas l'obligation décrétée par les traités européens de respecter l'équilibre budgétaire parce que nous voulons augmenter les dépenses publiques pour lutter contre les mesures antisociales et d'austérité, et pour entreprendre la transition écologique ». Par conséquent, le premier point est de s'engager d'une manière claire et déterminée à désobéir. Après la capitulation grecque, il est essentiel d'abandonner l'illusion d'obtenir de la Commission européenne et des autres gouvernements européens qu'ils respectent la volonté populaire. Conserver cette illusion nous conduirait au désastre. Nous devons désobéir.

Deuxième point : S'engager à appeler à la mobilisation populaire. Tant au niveau de chaque pays qu'au niveau européen. Cela aussi a échoué en 2015 en Grèce et en Europe. Il est évident que les mouvements sociaux européens ne furent pas à la hauteur en termes de manifestations, qui certes eurent lieu, mais ne montrèrent pas un niveau suffisant de solidarité avec le peuple grec. Mais il est vrai aussi que l'orientation stratégique de Syriza ne prévoyait pas de faire appel à la mobilisation populaire au niveau européen, ni même de faire appel à la mobilisation populaire en Grèce. Et quand le gouvernement de Tsipras a appelé à la mobilisation par le référendum du 5 Juillet 2015, ce fut pour ensuite ne pas respecter la volonté populaire de 61,5 % des Grecs, qui avaient refusé d'obéir aux exigences des créanciers et avaient rejeté leurs propositions.

Rappelons-nous qu'à partir de la fin février 2015 et jusque fin juin 2015, Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras ont fait des déclarations qui visaient à convaincre l'opinion qu'un accord

était en vue et que les choses s'arrangeaient. Imaginons au contraire qu'après chaque négociation importante, ils aient expliqué les enjeux, au travers de communiqués, par des déclarations orales aux médias, par des prises de parole sur les places publiques, devant le siège des institutions européennes à Bruxelles et ailleurs. Imaginons qu'ils aient fait la lumière sur ce qui se tramait, cela aurait abouti à des concentrations de milliers ou de dizaines de milliers de personnes, les réseaux sociaux auraient relayé à des centaines de milliers ou des millions de destinataires ce discours alternatif.

Troisième point : S'engager à organiser un audit de la dette avec la participation des citoyens. Les situations dans les 28 pays de l'Union européenne sont différentes, de même bien sûr à l'intérieur de la zone euro. Il y a des pays européens où la suspension des remboursements est une mesure de nécessité absolue et prioritaire, comme dans le cas de la Grèce dans le but de répondre avant tout aux besoins sociaux et de garantir les droits humains fondamentaux. C'est aussi un élément clé d'une stratégie d'autodéfense. En Espagne, au Portugal, à Chypre, en Irlande, cela dépend du rapport de force et de la conjoncture. Dans d'autres pays, il est possible de réaliser d'abord l'audit et ensuite décider de la suspension des remboursements. Ces mesures doivent être mises en œuvre en tenant compte de la situation spécifique de chaque pays.

Quatrième mesure. Mettre en place un contrôle des mouvements de capitaux. Et tenir compte de ce que cela signifie. C'est à dire aller à l'encontre de l'idée selon laquelle il serait interdit aux citoyens de transférer quelques centaines d'euros à l'étranger. Il est évident que les transactions financières internationales seront autorisées jusqu'à un certain montant. Par contre, il s'agit de mettre en place un contrôle strict sur les mouvements de capitaux au-dessus de ce montant.

Cinquième mesure : Socialiser le secteur financier et le secteur de l'énergie. Socialiser le secteur financier ne consiste pas seulement à développer un pôle bancaire public. Il s'agit de décréter un monopole public sur le secteur financier, à savoir les banques et les sociétés d'assurance. Il s'agit d'une socialisation du secteur financier sous contrôle citoyen. C'est-à-dire transformer le secteur financier en service public [10]. Dans le cadre de la transition écologique, bien sûr, la socialisation du secteur de l'énergie est également une mesure prioritaire. Il ne peut y avoir de transition écologique sans monopole public sur le secteur de l'énergie, tant au niveau de la production que de la distribution.

Proposition numéro six : Création d'une monnaie complémentaire, non convertible et l'inévitable débat sur l'euro. Que ce soit dans le cas d'une sortie de l'euro ou d'un maintien dans la zone euro, il est nécessaire de créer une monnaie complémentaire non convertible. Autrement dit, une monnaie qui sert, en circuit court, aux échanges à l'intérieur du pays. Par exemple, pour le paiement de l'augmentation des retraites, des augmentations de salaire aux fonctionnaires, pour le paiement des impôts, pour le paiement des services publics ... Utiliser une monnaie complémentaire permet de se détacher et de sortir partiellement de la dictature de l'euro et de la Banque centrale européenne.

Bien sûr, on ne peut pas éviter le débat sur la zone euro. Dans plusieurs pays, la sortie de la zone euro est également une option qui doit être défendue par les partis, les syndicats, d'autres mouvements sociaux. Plusieurs pays de la zone euro ne pourront pas réellement rompre avec l'austérité et lancer une transition écosocialiste sans quitter la zone euro. Dans le cas d'une sortie de la zone euro, il faudrait soit mettre en œuvre une réforme monétaire redistributive [11] soit appliquer un impôt exceptionnel progressif au-dessus de 200 000 €. Cette proposition ne concerne que le patrimoine liquide, elle ne concerne donc pas le patrimoine immobilier (maisons, etc.) évoqué dans la septième mesure.

La septième mesure : une réforme radicale de la fiscalité. Supprimer la TVA sur les biens et les services de consommation de base, comme la nourriture, l'électricité, le gaz et l'eau (pour ces trois derniers, jusqu'à un certain niveau de consommation par individu) [12], et d'autres biens de première nécessité. Par contre, une augmentation de la TVA sur les biens et les produits de luxe, etc. Nous avons aussi besoin d'une augmentation des impôts sur les bénéfices des entreprises privées et des revenus au-dessus d'un certain niveau. Autrement dit, un impôt progressif sur les revenus et sur le patrimoine. La maison d'habitation devrait être exonérée d'impôt en dessous d'un certain montant qui varie en fonction de la composition du foyer. La réforme de la fiscalité doit produire des effets immédiats : une baisse très sensible des impôts indirects et directs pour la majorité de la population et une augmentation très sensible pour les 10 % les plus riches et pour les grandes entreprises. Enfin, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale serait intensifiée.

Huitième mesure : Déprivatisations. « Racheter » les entreprises privatisées pour un euro symbolique. Ainsi, de ce point de vue, utiliser l'euro pourrait s'avérer très sympathique, en payant un euro symbolique à ceux qui ont profité des privatisations. Et renforcer et étendre les services publics sous contrôle citoyen.

Neuvième mesure : La mise en œuvre d'un vaste plan d'urgence pour la création d'emplois socialement utiles et pour la justice. Réduire le temps de travail avec maintien des salaires. Abroger les lois antisociales et adopter des lois pour remédier à la situation de la dette hypothécaire abusive, des dispositions qui concernent en priorité des pays comme l'Espagne, l'Irlande, la Grèce... Cela pourrait très bien se résoudre par la loi, en évitant des procès (car il y a de nombreux procès sur la dette hypothécaire où les ménages sont confrontés aux banques). Un Parlement peut décréter par une loi l'annulation des dettes hypothécaires inférieures à 150 000 euros par exemple et mettre ainsi un terme à des procédures judiciaires. Il s'agit aussi de mettre en œuvre un vaste programme de dépenses publiques afin de relancer l'emploi et l'activité socialement utile en favorisant les circuits courts.

Dixième mesure : Entamer un véritable processus constituant. Il ne s'agit pas de changements constitutionnels dans le cadre des institutions parlementaires actuelles. Il s'agirait de dissoudre le parlement et de convoquer l'élection au suffrage direct d'une Assemblée constituante. Et de rechercher à insérer ce processus dans d'autres processus constituants au niveau européen.

Ce sont dix propositions de base à soumettre au débat. Mais une chose est certaine, les mesures à prendre doivent aller à la racine des problèmes et elles doivent être appliquées simultanément car il faut un programme cohérent. En l'absence de la mise en œuvre de mesures radicales annoncées depuis le début, il n'y aura pas de rupture avec les politiques d'austérité. Il est impossible de rompre avec les politiques d'austérité sans prendre des mesures radicales contre le grand capital. Ceux qui pensent que l'on peut éviter cela sont des « enfumeurs » qui ne pourront pas obtenir de réelles avancées concrètes. Au niveau européen, la nature de l'architecture européenne et l'ampleur de la crise du capitalisme font qu'il n'y a pas de réel espace pour des politiques productivistes néo-keynésiennes. L'écosocialisme ne doit pas être à la marge mais au cœur du débat, d'où doivent venir les propositions immédiates et concrètes. Il faut mener à bien la lutte contre l'austérité et se lancer sur le chemin de l'anticapitalisme. La transition écosocialiste est une nécessité absolue et immédiate.

Liste des signataires:

http://www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=14503